

[Text]

go from there. Economics is certainly part of it, but I do not think economics is the end of discrimination against women, and I do not think that with just economic parity we will have equality.

As to homemakers making a wage, if I lived in an ideal world they would; they would also pay taxes and they would have pensions. I do not see that happening tomorrow, and I do not see it happening in this century, but I do not see why it would not happen. They put in a much longer work day than you or I. What I would like to start with is a homemaker's pension, because I think that is a priority.

Mr. Tremblay (Lotbinière): This is really the priority that you have to face?

Ms Lacey: Yes. When you look at women over 60, the majority of women over 60 years of age are living below the poverty line. I think that is because they lack a homemaker's pension, and I think we have to start there.

Mr. Tremblay (Lotbinière): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you.

And finally Sheila Finestone.

Mrs. Finestone: Well, Mr. Chairman, I do not know where to start. First, I would like to correct a misunderstanding perhaps on your part. I never indicated that I thought we should have started a consultation of this nature a long time back. I think we did. I think the Royal Commission on the Status of Women in the late 1960s and early 1970s indicated the interest of the preceding government. Second, the first Status of Women Minister in the world was established here in Canada, and that is a fact we often forget. Third, I have just come from Nairobi, and I can tell you that equality and education and access to the work force is a fundamental observation and need throughout the world, and we are not alone. And if I may be permitted to say so, I think we are among the advanced nations.

Being among the advanced nations has not made the living reality on a daily basis any easier for a lot of women, and that is most reflected in the face of poverty, which is the face of woman in our society, particularly older women. So with that in mind, employment equity becomes a fundamental pursuit. And if there is anyone who was impatient it was me. I have been involved in action for women since the 1960s. I am well aware that it seems forever, but in the measure of space of time it has not been forever, and we have had forward motion. And now, having drawn up the list, we know where the need for change is. We know that actions have been taken, but nonetheless there is still plenty left to do. I have a feeling my great-grandchildren may still be saying the same thing in years to come, but there is progress, like the tortoise and the hare.

[Translation]

assurer un salaire égal pour un travail égal. Certes, l'économie s'inscrit dans ce processus, mais je ne pense pas que cela sonne le glas de la discrimination à l'égard des femmes ou encore que la parité économique seule puisse conduire à l'égalité.

Quant à la rémunération des femmes à la maison, j'estime qu'elles pourraient être rémunérées dans une société utopique. Elles paieraient également des impôts et seraient bénéficiaires de pensions de retraite. D'après moi, cela n'est pas pour demain et cela ne se produira pas avant la fin du siècle. Cependant, je ne vois pas pourquoi cela ne se produirait pas. Elles ont des journées de travail beaucoup plus longues que vous et moi. Ce qui, selon moi, devrait être réalisé en priorité, c'est l'établissement d'une pension de ménagère.

M. Tremblay (Lotbinière): Est-ce vraiment, pour vous, l'objectif qui vient en priorité?

Mme Lacey: Oui. Prenons le cas des femmes de plus de 60 ans. La majorité de ces femmes vivent sous le seuil de la pauvreté. Selon moi, c'est parce qu'elles ne bénéficient pas d'une pension de retraite de ménagère. Je pense que c'est là notre point de départ.

M. Tremblay (Lotbinière): Merci, monsieur le président.

Le président: Merci.

Pour terminer, je cède la parole à Sheila Finestone.

Mme Finestone: Bien, monsieur le président, je ne sais par où commencer. Premièrement, je voudrais corriger un certain malentendu de votre part. Je n'ai jamais affirmé que nous aurions dû, il y a très longtemps, entreprendre ce genre de consultations. Je pense que nous l'avons fait. Je pense que les travaux de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme à la fin des années 60 et au début des années 70 dénotent que le gouvernement précédent s'y est intéressé. Deuxièmement, on oublie souvent que c'est au Canada qu'a été créé le premier ministère responsable de la condition féminine au monde. Troisièmement, je reviens de Nairobi et je vous assure que l'égalité des droits, l'éducation et l'accès au marché du travail constituent une préoccupation à l'échelle mondiale et que nous ne sommes pas les seuls. D'ailleurs, si vous me le permettez, je pense que nous sommes parmi les pays les plus avancés sur ce point.

Le fait d'être parmi les pays les plus évolués n'a pas facilité pour autant la vie quotidienne de bon nombre de femmes. Il suffit d'examiner le visage de la pauvreté, qui est celui de la femme dans notre société, en particulier les femmes âgées. Cela nous rappelle l'objectif fondamental, l'égalité des chances d'emploi. Si quelqu'un s'est montré impatient, c'est bien moi. Je suis impliquée dans la cause des femmes depuis les années 60. Je suis très consciente que cela semble durer depuis toujours, mais à l'échelle spatio-temporelle, cela ne fait pas si longtemps et nous avons fait des progrès. À présent, nous avons dressé la liste et nous connaissons les changements qui doivent être apportés. Nous savons également que des mesures ont été prises mais qu'il y a encore beaucoup à faire. J'ai l'impression que mes arrière-petits-enfants tiendront le même discours, mais il se fait des progrès, comme le lièvre et la tortue.